

Le gouvernement s'est vivement intéressé aux opérations des Nations Unies et de ses institutions spécialisées (Chapitre IV). Comme les exemples de l'Organisation internationale du travail et de l'Organisation mondiale de la santé le démontrent, les délégations canadiennes ont toujours insisté sur l'importance d'une gestion compatible avec les objectifs des organismes et avec la volonté des États membres de fournir le soutien financier nécessaire, de façon équitable.

Bien que la consultation demeurât une priorité à l'OTAN (Chapitre V), les représentants du Canada reconnaissaient qu'il serait plus difficile d'obtenir un consensus sur des questions importantes au Conseil de l'Atlantique Nord si les grandes puissances ne s'entendaient pas préalablement sur ces questions (document 484). On acceptait donc de commencer normalement par des consultations bilatérales, en dehors du Conseil. Le gouvernement a également examiné une proposition de la Norvège sur la création d'une assemblée parlementaire de l'OTAN. Après avoir exprimé un intérêt initial pour l'idée, il a décidé d'appuyer une autre proposition demandant la mise en place de modes de communication non officiels entre l'Organisation et des parlementaires des États membres.

Des accords sur les services aériens ont été conclus avec le Mexique et le Pérou (Chapitre VI). Redoutant une nouvelle campagne visant à déménager de Montréal le siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale, le gouvernement a dépêché une nombreuse délégation à la septième session de l'Assemblée de l'Organisation, qui se tenait en juin, à Brighton (Angleterre). Cependant, la question n'a pas été soulevée.

Les chefs de gouvernement du Commonwealth se sont réunis à Londres en juin, après le couronnement de la reine Elizabeth II, pour discuter de la situation internationale (Chapitre VII). À cette occasion, M. Saint-Laurent a accepté, non sans hésitation, une invitation du premier ministre Jawaharlal Nehru à se rendre en Inde l'année suivante. Ce voyage, dont les préparatifs ont commencé en septembre, a finalement comporté plusieurs étapes en Europe et en Asie. Ottawa a suivi de très près le Plan de Colombo. Les programmes d'aide financière et technique à l'Inde, au Pakistan et à Ceylan ont été adoptés et des négociations sur de futurs projets, entamées.

Les questions économiques et stratégiques ont dominé l'ordre du jour canado-américain (Chapitre VIII). Ottawa s'inquiétait quelque peu du manque d'enthousiasme apparent du nouveau gouvernement républicain pour la libéralisation du commerce multilatéral. Ce sentiment s'est accentué quand un certain nombre d'exportations canadiennes vers les États-Unis se sont trouvées menacées, suite à un regain de pressions protectionnistes dans ce pays. M. Saint-Laurent a exprimé son inquiétude quant à la politique commerciale américaine lorsque, accompagné de M. Pearson, il a rencontré le président Dwight Eisenhower et les membres de son gouvernement, à Washington, en mai. À la surprise des Canadiens, leurs hôtes leur ont proposé d'envisager un libre-échange bilatéral. Ottawa a refusé l'ouverture, mais, donnant suite à une suggestion faite par M. Pearson à la même rencontre de mai, les deux gouvernements ont mis sur pied la Commission mixte canado-américaine du commerce et des affaires économiques.